

ITAR : L'Europe ne devrait pas avoir besoin de l'autorisation de Washington

L'Europe dépense 739 milliards d'euros par an pour construire son autonomie stratégique. Pourtant, la plupart des composants critiques de sa flotte de drones restent soumis aux lois américaines sur les exportations. En cas de conflit, cela crée un goulot d'étranglement opérationnel : l'Europe ne peut pas librement déployer, modifier ou partager ses propres armes sans un feu vert formel de Washington.

« L'Europe paie le matériel, mais le Département d'État américain conserve le dernier mot sur le lieu et les modalités de son déploiement en cas de crise. »

Lorsque l'avion du secrétaire britannique à la Défense a été brouillé par GPS au-dessus du flanc est de l'OTAN le 21 mai, ses pilotes ont été contraints de naviguer entièrement sur les systèmes inertiels de secours. Un brouillage russe présumé a désactivé le signal satellitaire peu après le départ de l'avion d'Estonie, faisant grimper les interférences de navigation à 20 fois leur niveau de base. Ce fut une illustration frappante d'une vulnérabilité contre laquelle les armées européennes mettent en garde depuis des années. Les militaires européens se tournent désormais vers le ciblage laser optique précisément parce qu'il fonctionne lorsque le GPS est en panne. Pourtant, dans presque tous les programmes de drones européens, ces systèmes laser exacts sont légalement contrôlés par la législation américaine sur les exportations.

L'Europe investit dans la défense à un rythme inédit depuis

les années 1950. 739 milliards d'euros en 2025, en hausse de 14 % sur un an, et les dépenses d'investissement ciblent les systèmes autonomes, portés par de nouveaux cadres comme l'Initiative européenne de défense par drones et le Eastern Flank Watch. Pour garantir que cet investissement construise une véritable capacité nationale, l'UE a mis en place le mandat SAFE. Ce mandat exige que tout programme d'acquisition de défense financé par l'UE contienne un minimum de 65 % de composants d'origine européenne.

« L'Europe ne devrait pas avoir besoin de l'autorisation de Washington pour décider où et pour quoi ses propres systèmes de défense sont utilisés. »

Les équipes d'achat européennes pensent éviter les dépendances étrangères en s'approvisionnant auprès d'industriels de la défense européens. Ce qu'elles ne réalisent pas, c'est qu'un cadre américain appelé ITAR (International Traffic in Arms Regulations) contrôle encore ces plateformes de l'intérieur, car elles sont truffées de composants américains. Selon ces règles, si un drone de fabrication européenne contient ne serait-ce qu'une seule puce ou un seul capteur d'origine américaine, l'ensemble du système tombe juridiquement sous juridiction d'exportation américaine. Le résultat est une contradiction opérationnelle profonde : l'Europe paie le matériel, mais le Département d'État américain conserve le dernier mot sur le lieu et les modalités de son déploiement en cas de crise.

Cela compte, car selon des données publiées par le Parlement européen, jusqu'à 60 % des sous-systèmes des drones assemblés en Europe proviennent actuellement de l'extérieur de l'Union, principalement des États-Unis et de la Chine. Confronté à l'exigence SAFE de 65 % d'origine européenne, on aboutit à une

impasse arithmétique : les équipes d'achat rédigent des exigences réglementaires qu'elles ne peuvent pas encore satisfaire, faute d'une base industrielle souveraine et à échelle commerciale pour les composants qui comptent vraiment.

Ce n'est pas un risque théorique enfoui dans les petites lignes des contrats de défense ; nous avons déjà vu à quoi cela ressemble concrètement. En 2023, SpaceX a restreint l'usage de Starlink par les forces ukrainiennes pour le guidage de drones au-dessus de la Crimée. Non pas en raison d'une obligation de traité ou d'une décision d'un gouvernement élu, mais à cause du risque de reclassification au titre des contrôles américains sur les exportations.

C'est la même logique juridique qui est aujourd'hui intégrée dans la majorité des programmes de drones de l'OTAN européens. Les États-Unis sont un allié fiable, mais la fiabilité n'est pas la prévisibilité. L'Europe ne devrait pas avoir besoin de l'autorisation de Washington pour décider où et pour quoi ses propres systèmes de défense sont utilisés. Cette dépendance juridique, au cœur de l'infrastructure de défense européenne, est un problème structurel que les acheteurs européens n'ont pas encore affronté de front.

Les cadres d'acquisition européens commencent à prendre ce signal en compte. ReArm Europe et le Programme européen de l'industrie de défense ont formellement codifié le statut « ITAR-free » comme critère de financement, non pas comme une déclaration politique ou un glissement idéologique loin des alliés transatlantiques, mais comme une reconnaissance clinique du risque opérationnel. Une analyse de l'Institut Kiel estime qu'une véritable indépendance militaire européenne est réalisable pour environ 500 milliards d'euros sur la prochaine décennie, mais seulement si les systèmes fondamentaux sont construits libres de tout contrôle d'exportation externe.

En tant qu'ingénieur qui a passé des années à concevoir du

matériel dans cet écosystème, je sais que construire « ITAR-free » n'est pas une position marketing ; cela exige de repenser l'architecture d'ingénierie depuis le départ, en sourçant ou en fabriquant délibérément chaque lentille, chaque capteur et chaque carte de circuit imprimé à l'intérieur des frontières européennes. Jusqu'à très récemment, cela était tout simplement impossible pour certains composants à fort enjeu, notamment les charges utiles de ciblage laser légères qui donnent aux drones tactiques la précision nécessaire pour opérer efficacement lorsque le GPS est indisponible et que la visibilité est quasi nulle.

Jusqu'en juin 2026, aucun fournisseur européen souverain de charges utiles de ciblage laser n'existait à l'échelle commerciale, ce qui signifie que le composant qui détermine si un drone peut atteindre sa cible était, par définition, soumis à l'ITAR, quel que soit le caractère européen du reste de la plateforme sur le papier.

« La bonne question n'est pas de savoir si un système est assemblé en Europe ; c'est de savoir si chaque composant opérationnellement critique à l'intérieur de ce système est libre de la juridiction d'exportation américaine avant que l'encre ne sèche. »

La bonne question n'est pas de savoir si un système est assemblé en Europe ; c'est de savoir si chaque composant opérationnellement critique à l'intérieur de ce système est libre de la juridiction d'exportation américaine avant que l'encre ne sèche. Nous avons conçu nos systèmes « ITAR-free » délibérément, parce que les commandants opérationnels qui nous ont demandé de les construire ont dit qu'ils ne pouvaient pas

se permettre d'attendre l'approbation du Département d'État lorsque une crise se déclenchait. Cette demande nous a dit tout ce que nous avons besoin de savoir sur l'écart entre l'ambition de défense européenne et la pratique d'acquisition européenne. Si l'Europe va investir des centaines de milliards pour sécuriser ses frontières, les outils qu'elle achète doivent appartenir entièrement aux nations qui comptent sur eux pour combattre.

Laurynas Šatas, 29 juillet 2026 – Vilnius, Lituanie.

Laurynas Šatas est PDG d'Aktyvus Photonics Group. Tactical Photonics, filiale d'Aktyvus Photonics Group, est un fournisseur de solutions de ciblage laser, dont un désignateur laser pour drones tactiques, présenté à Eurosatory 2026 comme le premier système souverain de ce type en Europe. Le désignateur pèse moins de 2 kg et ne comporte aucune restriction ITAR. C'est un produit au sein d'un portefeuille plus large de solutions de ciblage laser, comprenant des dispositifs portatifs et man-portables, tous conçus pour éviter l'exposition aux contrôles d'exportation qui contraignent les alternatives plus lourdes d'origine américaine.

À propos d'[Aktyvus Photonics](#)

Laurynas Šatas est le PDG d'Aktyvus Photonics Group, une entreprise lituanienne de technologies de défense qui développe des systèmes de ciblage de précision basés sur le laser pour les plateformes de drones tactiques de l'OTAN. La filiale du groupe, Tactical Photonics, produit la première charge utile de ciblage laser souveraine d'Europe pour drones tactiques, exemptée d'ITAR, conforme à la STANAG 3733 et fabriquée en Lituanie. Aktyvus Photonics a fourni des sous-systèmes électro-optiques et photoniques à des maîtres d'œuvre

de l'OTAN et à des consortiums de défense financés par l'UE.